

LES NOTES DE LA CCD



ACTUALITÉS DE LA COMMISSION CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DE COORDINATION SUD

2014 ayant insuffisamment préparé le terrain, la tâche est lourde pour 2015 !

La fin de l'année 2014 a été riche en rebondissements pour les acteurs de la solidarité internationale et, plus spécifiquement, de la lutte contre les changements climatiques. Le Sommet sur le climat, organisé à l'initiative du secrétaire général des Nations unies, a donné lieu à une marche mondiale à l'ampleur inédite ayant pour mot d'ordre la justice climatique.

2014 a également été marquée par l'adoption du paquet climat et énergie de l'Union européenne l'engageant, d'ici 2030, à réduire d'au moins 40 % ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, à améliorer de 27 % son efficacité énergétique et faire passer la part de ses énergies renouvelables à 27 %. Dans le cadre d'un accord sino-américain, Washington a annoncé une réduction de ses émissions de CO₂ de 26 % à 28 % d'ici à 2025 par rapport à leur niveau de 2005. En parallèle, Pékin s'engage à atteindre un pic d'émissions au plus tard en 2030, avant de décroître. Ces engagements, constituant plus des effets d'annonce qu'un vrai changement de cap, ne suffiront pas à garantir le maintien de la hausse des températures globales sous la barre des +2°C.

L'année 2014 a aussi vu une première proposition de 17 objectifs de développement durable (ODD), dont un orienté spécifiquement sur la lutte contre les dérèglements climatiques. S'inscrivant dans l'agenda post-2015 du développement international, ces objectifs devront succéder aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et visent à orienter les politiques de développement dans une perspective durable.

La COP20 a été perçue par la société civile et de nombreux pays Parties comme une étape décevante sur le chemin de l'accord de Paris en 2015. En effet, l'accord a été qualifié de *minima* du fait de la

recherche à tout prix d'un compromis, qui s'est soldé par un texte réduit. Cependant, Lima a été le terrain de nouvelles contributions financières au Fonds vert, permettant l'atteinte de la somme prévue de 10 milliards de dollars sur 4 ans. Résultat toujours très éloigné des 100 milliards par an, d'ici à 2020.

Ainsi, malgré les opportunités politiques de l'agenda 2014 et l'affichage d'une dynamique citoyenne encourageante, 2014 s'est achevée dans la déception. Les organisations de solidarité internationale ont donc un certain nombre d'attentes pour 2015, notamment en amont de la COP21 (du 30 novembre au 12 décembre 2015).

Sur la question des négociations internationales, elles seront vigilantes aux avancées durant les phases intermédiaires, à l'image des négociations de Genève en février dernier, qui ont permis de mettre sur la table l'ensemble des options possibles et de donner la possibilité à toutes les Parties de faire entendre leurs voix. Il s'agira de continuer à pousser pour un accord de Paris le plus ambitieux possible et proche de nos considérations.

De manière plus générale, les organisations réunies au sein de Coordination SUD se mobiliseront autour de quatre grands enjeux :

- Le rejet des « fausses solutions » ;
- L'amélioration de l'efficacité des financements de la lutte contre les changements climatiques ;
- La sensibilisation des acteurs de l'aide au développement à l'intégration du climat dans leurs actions et stratégies ;
- Le renforcement du dialogue avec les partenaires des pays du Sud sur les enjeux climat et développement.

Les prochains rendez-vous - 1^{er} semestre 2015

La CCD participe !

- 16-18 mars 2015
Conférence scientifique sur la *Climate-smart Agriculture* – Montpellier
- 14-18 avril 2015
Atelier du Réseau Climat & Développement – Paris
- 10-13 juin 2015
Désertif'actions 2015 - Montpellier

La CCD organise !

- 13 juin 2015
Un espace climat ouvert au grand public lors de Désertif'actions 2015 – Montpellier
- Dates à confirmer
Deux tables-rondes de restitution des résultats des études de fond des chantiers financements et agriculture

Le rejet des solutions qui ne font que repousser, voire aggraver le problème !

De l'agriculture à l'énergie, en passant par les mécanismes de financement, les solutions pour lutter contre les changements climatiques existent.

Cependant, toutes les solutions ne se valent pas.

En décembre dernier, la commission Agriculture et alimentation de Coordination SUD dénonçait les « fausses solutions » en matière de lutte contre les impacts des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sur les droits, notamment fonciers, des populations locales¹ : agro-carburants industriels, agriculture intelligente face au climat ou encore mécanisme REDD+.

Par ailleurs, 2015 va aussi être une année charnière concernant les mécanismes internationaux climat. En effet, malgré l'échec des mécanismes mis en œuvre dans le cadre du Protocole de Kyoto, des nouveaux mécanismes de marché (NMM) sont en discussion.

Ces mécanismes posent de nombreuses questions, notamment du fait de l'absence de bilan des 10 années de mécanisme de développement propre MDP en termes d'impact des projets financés sur les changements climatiques et sur les droits des populations.

Enfin, alors qu'en Occident nous cherchons à déployer les solutions pour consommer moins d'énergie, 1,3 milliard de personnes, soit 19 % de la population mondiale, n'ont pas accès à l'électricité. Quel paradoxe !

Mais la question de l'accès à une énergie durable pour tous ne pourra se satisfaire de solutions « clés en main ». La précarité énergétique, qui constitue un frein majeur à la lutte contre la pauvreté et à la réduction des vulnérabilités, ne pourra être réduite sans un fort soutien aux systèmes d'approvisionnement énergétique décentralisés et renouvelables, adaptés aux contextes locaux, notamment en milieu rural.

L'ACTION DE LA CCD

AGRICULTURE

La CCD s'est positionnée contre l'entrée de la France dans l'Alliance pour l'agriculture intelligente face au climat (GACSA) en septembre 2014² (en lien avec la C2A). Elle poursuit dans cette direction en continuant d'interpeler les pouvoirs publics français sur cette Alliance. Dans ce cadre, la CCD a participé à la conférence scientifique sur la *Climate-smart Agriculture* organisée du 16 au 18 mars à Montpellier. Tout au long de l'année 2015, la CCD va aussi se donner pour objectif de promouvoir ses idées au sein du groupe interministériel sur la sécurité alimentaire (GISA) climat. Ensuite, du 10 au 13 juin, le CARI organise Désertif'actions 2015, événement permettant l'échange de pratiques sur la thématique de l'adaptation aux impacts des changements climatiques. Enfin, la CCD publiera à cette même période son étude de fond sur les innovations agro-écologiques en Afrique face à un climat changeant, véritable source d'alternatives concrètes aux fausses solutions et alimentera les réflexions techniques des négociations (soumissions SBSTA).

EFFICACITÉ ET RISQUES DES MÉCANISMES INTERNATIONAUX CLIMAT

En outre, la CCD sortira, d'ici septembre 2015, une note de positions communes sur ce sujet, de même que sur les alternatives non liées aux marchés et les principes minimum requis pour assurer l'intégrité environnementale et sociale des mécanismes.

ACCÈS À L'ÉNERGIE

Enfin, la CCD réalisera cette année une étude visant à établir un cadre de mesure des impacts de différents types de projets d'accès à l'énergie en construisant des indicateurs simples, applicables au plus grand nombre de projets possible pour mettre en perspective différents modes d'accès à l'énergie pour les acteurs du développement.

Cet outil pratique en plus d'aider au choix des projets, viendra également alimenter les débats sur les ODD et le financement du développement.

¹ Les Notes de la C2A : <http://www.coordinationsud.org/document-ressource/les-notes-de-la-c2a-n21-lutte-contre-la-faim-et-les-effets-du-changement-climatique-attention-aux-fausses-solutions/>

² Fiche thématique GACSA : <http://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Fiche-ACSA-CCD-C2A.pdf>

Sensibiliser et mobiliser les acteurs du développement pour favoriser l'émergence d'un accord de Paris ambitieux

2015 est une année décisive pour le climat, à plus d'un titre. Les acteurs du développement ont un rôle à jouer dans ce cadre, mais ne sont pas encore assez mobilisés et sensibilisés.

Pouvoirs publics, organisations de la société civile, presse, opinion publique au Nord comme au Sud, tous sont des acteurs potentiels de la

lutte contre les changements climatiques, mais tous ne bénéficient pas du même degré d'information sur les enjeux et jalons essentiels qui la composent.

Pour être pleinement efficace, cette sensibilisation doit être menée à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement à travers des actions de différente envergure.

L'ACTION DE LA CCD

La CCD, compte tenu de ses activités et de ses domaines d'expertise, sera sollicitée pour répondre à cet enjeu. Son action prendra place à la fois au Nord et au Sud. En effet, plusieurs documents de plaidoyer sont prévus tout au long de l'année 2015 à destination des décideurs et des organisations de la société civile sur les chantiers thématiques de la commission. En outre, des ateliers de sensibilisation dynamiques et ouverts au grand public comme à la société civile sont prévus lors de deux temps forts en 2015 : un premier en juin à l'occasion de Désertif'actions et un second en septembre 2015. Une session de formation est aussi prévue pour transmettre l'expérience de ses membres quant à la prise en compte et au diagnostic des vulnérabilités sur les territoires d'intervention.

Un plaidoyer continu sera réalisé auprès des négociateurs français et internationaux impliqués sur les sujets clés des différents chantiers thématiques de la CCD. De plus, des rencontres régulières seront organisées avec l'équipe interministérielle de négociations climat pour maintenir un échange d'informations sur les préoccupations défendues par les membres.

Enfin, à travers son implication dans la Coalition Climat 21, Coordination SUD et ses membres plaideront pour une large mobilisation citoyenne, dont la dynamique doit aller au-delà de la COP21, afin de faire émerger d'autres modèles de développement, plus respectueux des hommes et des équilibres écologiques.

Sur le terrain, une part importante de l'activité du sous-groupe Réduction des risques de catastrophes sera consacrée à l'élaboration et à la diffusion d'une position commune sur les systèmes d'alerte précoce et de modélisation climatique auprès des partenaires présents dans les zones d'intervention.

Vers des financements du développement durables et résilients

En 2015, l'adage selon lequel « l'argent est le nerf de la guerre » va une nouvelle fois prendre tout son sens. Les financements seront au cœur d'un triptyque au travers des discussions sur le financement du développement et des ODD, de la Conférence de Sendai sur la réduction des risques de catastrophes et des négociations de la CCNUCC. De fait, le Fonds vert pour le climat (FVC) a capitalisé 10,14 milliards de dollars d'engagements sur 4 ans à la fin 2014³. C'est un premier pas mais il n'y a toujours aucune avancée sur la feuille de route qui permettra

d'atteindre l'objectif de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, pris à Copenhague, en 2009.

Par ailleurs, il n'y aura pas d'accord ambitieux à Paris si la question des financements après 2020 n'est pas sérieusement abordée. Et pour l'instant les pays développés refusent de se réengager dans la mobilisation de financements publics et additionnels après 2020. Or sans financements, les engagements formulés par les pays au sein de leurs contributions nationales (INDCs) resteront une coquille vide.

L'ACTION DE LA CCD

Une étude de fond sur les pratiques climat des bailleurs français va être publiée courant juin 2015 et donnera lieu à une table-ronde d'échange entre les acteurs du financement de la lutte contre les changements climatiques dans les pays en développement. Sur cette même période, la CCD sortira un document de décryptage sur les questions soulevées par la montée en puissance des obligations climat, et par le recours à cet outil à la fois par des acteurs privés et des institutions financières nationales ou internationales.

En outre, la CCD participera aux travaux sur le financement du développement pilotés par la commission Financement du développement de Coordination SUD. 2015 étant aussi l'année d'aboutissement de la réflexion sur l'agenda post-2015, la question du financement de ce dernier va, elle-aussi, être centrale. À ce titre, certains membres de la CCD participeront à la conférence d'Addis Abeba en juillet, avec pour objectif principal de garantir une répartition équilibrée des financements entre adaptation et atténuation et de réaffirmer le rôle clé des financements publics.

³ Contributeurs : les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, la Corée du Sud, le Mexique, le Pérou, la Colombie, le Panama, la Mongolie et l'Indonésie

Donner plus de voix aux pays les plus vulnérables

Les changements climatiques tendent à accentuer l'iniquité et les inégalités à travers le monde, qu'elles soient socio-économiques ou géographiques. Les pays les plus pauvres sont en effet les plus vulnérables⁴ en la matière, alors même qu'ils en sont les moins responsables. Cette injustice radicale est encore renforcée par le fait que ceux-ci ont peu voix au chapitre climatique dans les espaces politiques, internationaux comme nationaux, où se joue l'avenir du climat.

Même si les présidents français et philippin ont appelé solennellement jeudi 26 février à un accord « ambitieux, équitable et universel » lors de la conférence Paris Climat 2015, les négociations internationales sur le climat ouvertes, transparentes et démocratiques sont encore loin. En 2014, dans la version de travail du « Résumé pour les décideurs » du 5^e Rapport du GIEC, « les

scientifiques s'inquiètent (...) de « l'éloignement des centres de décision » par rapport aux régions rurales où le réchauffement se fait sentir ». Cette inquiétude est malheureusement disparue de la version finale⁵. Mais le problème demeure : l'extrême technicité des débats entourant les changements climatiques et la langue des négociations, l'anglais, obèrent la possibilité d'expression des citoyens comme leur participation⁶. Cela contrevient non seulement au principe démocratique de base promu par les Nations unies et inscrit dans l'article 6 de la Convention Climat, mais aussi à l'efficacité des mesures d'atténuation et d'adaptation. La lutte contre les changements climatiques ne se fera pas sans les peuples dont les pratiques et savoirs locaux sont une des clefs du problème.

L'ACTION DE LA CCD

Les organisations membres de la CCD sont très attentives aux retours de leurs partenaires, acteurs de terrain des pays du Sud. Elles les incluent au maximum dans les événements que la CCD organise et ceux auxquels elle participe. Cette année, la venue de partenaires du Sud sera facilitée au cours de Désertif'actions 2015⁷ qui comptera la participation de centaines de représentants d'organisations de la société civile du Sud.

De plus, certaines organisations de la CCD (Action contre la Faim, CARE France, GERES, Secours Catholique-Caritas France, CCFD-Terre Solidaire) appuieront particulièrement les experts de la « taskforce » climat du Réseau Climat & Développement (RC&D)⁸ qui travaillera sur six thématiques⁹ et participera à l'atelier annuel du RC&D, organisé exceptionnellement à Paris, du 14 au 18 avril 2015.

4 La carte des vulnérabilités disponible ici : <http://index.gain.org/>

5 Stéphane Foucart, « La Politique du GIEC », Le Monde, 6-7 avril 2014.

6 Cf. la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, signée en juin 1998 par 39 États.

7 <http://www.desertif-actions.fr/fr/>

8 <http://climatdeveloppement.org/>

9 Sécurité alimentaire et agriculture, adaptation, énergie, financements, genre et droits humains

Les ONG de la CCD SUR LE TERRAIN



Les activités de Madacompost à Mahajanga

GEVALOR - Madagascar Appui à la gestion des ordures ménagères

Depuis 2008, Gevalor appuie un projet de gestion et valorisation des ordures ménagères de la ville de Mahajanga (300 000 habitants). L'opérateur local, Madacompost, recycle 75 % des déchets, sous forme de compost, de combustibles alternatifs et d'éléments de construction à base plastique. Grâce à cette activité qui rend la ville plus salubre, une soixantaine d'emplois a été créée. Le traitement de l'abondante matière organique des déchets (70 %) conduit à d'importantes réductions d'émissions de méthane : en 7 ans, 20 400 tonnes de CO₂eq ont été évitées grâce au compostage.

La couverture des dépenses est recherchée à travers la vente des produits de recyclage, la valorisation des réductions d'émissions de gaz à effet de serre et le paiement par la municipalité du service de traitement des déchets.

Ce projet d'économie circulaire, typique d'une prise en compte des enjeux climatiques dans le développement, initié par Gevalor, est répliqué dans d'autres villes malgaches et africaines, notamment dans le cadre du programme Africompost, mené avec GoodPlanet et Etc Terra, et financé par le FFEM et l'AFD.

GERES - Mali

Energies renouvelables, constructions bioclimatiques : innover pour qu'accès à l'énergie rime avec développement économique et développement durable

Le Mali subit les impacts des changements climatiques : dérèglement de la pluviométrie, inondations, ou fortes chaleurs se multiplient, pesant sur les systèmes agricoles et les conditions de vie des populations. Avec seulement 18 % des zones rurales bénéficiant d'un accès à l'énergie, les populations se heurtent à des difficultés pour mettre en valeur leurs productions et diversifier leurs activités.

Pour soutenir le développement des activités rurales telles que la transformation agroalimentaire ou l'artisanat, les populations de Konséguela se mobilisent depuis 2009 avec le GERES autour de la production locale et paysanne d'agrocultures (*Jatropha Curcas*), principalement à destination des meuniers alentours, et d'un projet innovant de zone d'activités électrifiée (ZAE). Cette zone repose sur un mix énergétique 100 % renouvelable, associant énergie photovoltaïque et thermique. Construite selon la technique de la Voûte Nubienne, elle accueillera, d'ici fin 2015, une quinzaine de petites entreprises et fournira de l'électricité en continu. Une boulangerie, un atelier de menuisiers, une savonnerie, une unité de pressage d'huile de *Jatropha*, un GIE de femmes proposant des services de congélation se sont déjà manifestés pour s'y installer. Cette action contribuera au développement économique du territoire, à l'emploi des femmes et des jeunes, et plus globalement à la résilience des populations face aux changements climatiques.



Chantier en cours de la ZAE de Conseguela

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble plus de 150 ONG qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.
14, passage Dubail 75010 Paris • Tél. : +33 1 44 72 93 72 • www.coordinationsud.org

La **Commission Climat et Développement** de Coordination SUD travaille sur les liens entre développement et changement climatique. Elle regroupe une vingtaine d'ONG membres de Coordination SUD : **4D, Action Contre la Faim, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, Association la Voûte Nubienne, ATD Quart-Monde, CARE France, Centre d'Actions et de Réalisations Internationales, CCFD - Terre Solidaire, Electriciens Sans Frontières, Fondation Energies pour le Monde, Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités, Gevalor, GRDR, Gret, Initiative Développement, Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement, Médecins du monde, Oxfam France, Planète Urgence, Secours Catholique-Caritas France.**

Contact Commission Climat et Développement : Vanessa Laubin, GERES. Email : v.laubin@geres.eu

La publication de cette Note a été coordonnée par GERES. La rédaction de cette Note a été assurée par Action contre la Faim, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, CARE France, CCFD-Terre Solidaire, GERES, Gevalor, Gret, Oxfam, Secours Catholique-Caritas France.

Crédits Photos : CARE, GERES, AVSF, Nicolas Früh, Sophie Négrier.